

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 Caen

Caen, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRIAL

4 rue des Roquemonts
14050
14000 Caen

Références : 2024.411
Code AIOT : 0005300094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2024 dans l'établissement AGRIAL implanté 14 quai de Blanville sur Orne 14550 Blainville-sur-Orne. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIAL
- 14 quai de Blanville sur Orne 14550 Blainville-sur-Orne
- Code AIOT : 0005300094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la société AGRIAL sur la commune de Blainville-sur-Orne est un silo portuaire de stockage de céréales (blé, orge et colza). Il comprend 8 cellules de 750 tonnes et 16 cellules de 1500 tonnes ainsi que des installations de manutention, pesage et chargement. L'activité de ce silo est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 février 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 29/02/2012, article 4.3.6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aires de chargement et de déchargement des produits	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Sans objet
2	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
3	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
4	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 29/02/2012, article 10,1,1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 1er juillet 2024 avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral portant autorisation du 29 février 2012. Un focus plus particulier ayant été réalisé sur la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. L'inspection a pris note qu'une étude est en cours sur la surveillance des retombées de poussières et des concentrations de particules fines (PM10) aux alentours de la zone industrialo-portuaire de Blainville-sur-Orne. Cette étude est menée par l'association Atmo Normandie et donnera lieu à un rapport qui devra être analysé par la société AGRIAL afin d'en tirer les enseignements et, le cas échéant, mettre en place un plan d'action afin de remédier aux éventuels écarts constatés.

Concernant le suivi des rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, l'exploitant devra veiller à maintenir la connaissance des impacts de ses installations sur l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aires de chargement et de déchargement des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.

[...]

Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.

Les aires de chargement et de déchargement sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;

- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

Constats :

Le site de Blaiville-sur-Orne de la société AGRIAL est équipé de deux fosses de réception pouvant chacune accueillir jusqu'à 400 tonnes/heure de céréales. Celles-ci sont équipées de grilles ainsi que de bouches d'aspiration du système de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration conformément à l'arrêté du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Ce silo portuaire est également équipé de deux portiques servant aux chargements des bateaux en céréales, l'un d'une capacité de 400 tonnes/heure et l'autre d'une capacité de 600 tonnes/heure. Ceux-ci ne sont pas équipés de systèmes de captation des poussières, néanmoins l'exploitant a mis en place un système de pulvérisation d'huile de colza bio sur les céréales à l'amont de ceux-ci afin de réduire drastiquement les émissions de poussières.

Enfin, le 1er juillet 2024, l'inspection n'a pas constaté la présence d'une quantité anormale de poussière à proximité de ces aires de chargement et déchargement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nettoyage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de

<p>sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le silo portuaire de Blainville-sur-Orne de la société AGRIAL est équipé d'un système d'aspiration centralisé. Celui-ci est déployé dans l'ensemble des installations et les salariés de l'exploitant peuvent y connecter des embouts afin de procéder au nettoyage du site.</p> <p>L'exploitant réalise a minima un contrôle visuel hebdomadaire de l'ensemble du silo. Ce dernier permettant de déterminer les endroits nécessitant d'être nettoyés.</p> <p>Le 1er juillet 2024, l'exploitant a présenté son registre de nettoyage extrait du document "cahier de bord silo" rév. 22/23 du 30/05/2022. Ce dernier n'appelant aucune remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Enfin, aucune anomalie en lien avec le nettoyage des installations n'a été constatée par l'inspection lors du contrôle par sondage des installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Système de dépoussiérage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de Blainville-sur-Orne est équipé d'un système de dépoussiérage centralisé conçu de manière à limiter les émissions de poussières de l'installation. Ce système est équipé de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement (colmatage du filtre, bourrage, problème moteur, etc.) et l'arrêt de l'installation conformément à l'arrêté du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.</p> <p>Ce système est asservi au fonctionnement de l'installation ainsi, elle ne peut fonctionner que lorsque celui-ci est en service et en cas d'anomalie, l'installation se couperait automatiquement et une alerte serait transmise au niveau du logiciel de supervision du site.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2012, article 10,1,1

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Constats :

Au cours des dernières années, plusieurs signalements ont été effectués par des riverains (ou leurs représentants) en lien avec la présence de poussières pouvant provenir des activités du silo de la société AGRIAL situé au sein du terminal portuaire de Blainville-sur-Orne.

Dans ce cadre, le 1er juillet 2024, la société AGRIAL a indiqué avoir mis en place début 2020 un système de pulvérisation d'huile végétale (colza bio) au niveau du circuit de chargement des céréales afin de limiter les émissions de poussières lors des opérations de chargement des bateaux.

De plus, l'exploitant a indiqué prévoir de mettre en place en 2025 un système de portes permettant d'isoler les camions lors de l'utilisation des fosses de déchargement des céréales. Enfin, la société AGRIAL a indiqué qu'une étude est en cours sur la surveillance des retombées de poussières et des concentrations de particules fines (PM10) aux alentours de la zone industrialo-portuaire de Blainville-sur-Orne. Cette étude est menée par l'association Atmo Normandie, agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) en Normandie.

Différents points de mesures ont été définis autour de la zone industrialo-portuaire dont plusieurs dans le périmètre du terminal de Blainville-sur-Orne, dont l'un situé à proximité immédiate du silo de la société AGRIAL. Cette étude implique plusieurs campagnes de mesures d'une durée d'un mois tout au long de l'année 2024 au moyen de jauges de dépôt OWEN (conformément à la norme NF X 43014). Un rapport analysant ces résultats sera établi par Atmo Normandie dans les mois suivants la fin de la campagne de mesures.

L'exploitant devra analyser les résultats de cette étude et prendre, le cas échéant, des mesures afin de réduire ses émissions de poussières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/2012, article 4.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 4.3.6. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES</p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé :</p> <ul style="list-style-type: none"> + à un débourbeur/déshuileur afin d'éliminer les matières en suspension et les hydrocarbures éventuellement présents, + à un (ou plusieurs) bassin(s) d'orage capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. <p>Les eaux ainsi collectées peuvent être rejetées au milieu naturel par l'intermédiaire d'un réseau de fossés aériens sous réserve du respect des valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> + concentration en MES < 30 mg/l; + concentration en hydrocarbures < 5 mg/l; + DCO < 125 mg/l. <p>Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter ces valeurs limites. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière.</p> <p>Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 1er juillet 2024, l'exploitant a indiqué avoir transmis les valeurs limites prévues par son arrêté préfectoral d'autorisation à la CCI Caen Normandie qui gère les ouvrages de collectes et de rejets des eaux au milieu naturel de la plateforme industrialo-portuaire de Blainville-sur-Orne et n'avoir jamais eu de retour de leur part.</p> <p>Néanmoins, il est indispensable que l'exploitant maintienne la connaissance des impacts de ses installations sur l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place une procédure, sous 3 mois, afin de recueillir les résultats des analyses des rejets d'eaux provenant de son installation effectuées pour son compte par la CCI Caen Normandie et veillera au non-dépassement des valeurs limites de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois